

A MAKE-DO GENERATION

The recent report of the Department of Manpower and Immigration, *Career Decisions of Canadian Youth*, (Breton & McDonald, 1967) gives those of us involved in the provision of counseling services much to ponder.

Counseling is becoming popular these days when adults of another generation lack the knowledge necessary to guide youth in their new opportunities. Counseling is also being advocated for guiding the troubled—be they delinquent, alienated, mentally ill, or just opting out. Ann Landers, too, is constantly advising young people to seek out their counselors.

We have watched the schools increase their provisions for counseling—by giving such responsibilities to teachers, usually on a part-time basis. We have seen employment counselors add new counseling responsibilities as they rally to the cause of improving our manpower resources. We know that prison authorities have heard of the value of counseling, especially in reality-oriented groups, and have asked people to assume such responsibilities.

Yet, we have not really asked what knowledge and skills were required for even minimum effectiveness; we have not insisted on the necessary training to fulfill these responsibilities.

To the best of our knowledge, minimum competence in counseling requires that a counselor, in addition to being a mature, perceptive person, have (1) a two-year graduate program done in full-time study, and (2) a job devoted exclusively to the many facets of counseling. Anything less is inadequate to provide the necessary guidance for the complex decisions in an emerging society. Anything less results in a first-aid service when professional help is required.

The career guidance report offers some sobering data. While we recognize that two years of graduate training are required, we find that, in 1964, 67.3 percent of those counseling in our high schools have no certificate, diploma, or degree (p. 164). Indeed, only 1.8 percent have a degree in counseling—and that is probably the group closest to the two-year minimum! While we recognize that a full-time counseling position is required to keep knowledgeable, we find that 47.2 percent of those doing counseling spend less than one hour a week on such work and that 80.9 percent spend five hours or less on it. In all, only 3.1 percent are involved in counseling more than 30 hours a week (p. 163).

To me these figures indicate that our youth have little chance of having a knowledgeable counselor—a serious lack for a generation being catapulted into a scientific-technological society of almost unlimited opportunities, yet one of changed values and attitudes. Helping youth define their personal goals requires more than advice based on an out-of-date past.

Do we really acquiesce in the use of unqualified personnel? Do we fail to point out to the Canadian public that they are indeed paying for a service our institutions are not really prepared to offer? Do we rush around trying our best without making explicit the cost of adequate help?

We know what must be done. Training programs must be provided in greater numbers and people financed for study. The mature people we need are not typical undergraduates prepared to stay a little longer on a subsistence allowance.

A point recently made by John Porter (of *The Vertical Mosaic* fame) adds to my concern. He claims that we in educational institutions are failing to assume our responsibilities to shape our schools and universities into the vital sources of information so necessary in the scientific age—that we are caught in the momentum of a 19th century establishment and do not tackle the real problems of today.

We must face the implications of two important questions:

1. Why do we claim to offer counseling services when we lack the necessary qualified personnel?
2. Why do we condone part-time, inadequate training programs if the product is not really qualified?

Are we indeed a make-do generation unaware of the realistic demands of the 60's?

Are we flying on a wing and a prayer while all around us the storm signals gather?

REFERENCE

- Breton, R., & McDonald, J. C. *Career Decisions of Canadian Youth*, Vol. 1. Ottawa: Department of Manpower and Immigration, 1967.

INDULGENCE ET CONCILIATION

(A Make-Do Generation)

A ceux d'entre nous engagés dans les services d'orientation, le récent rapport du Ministère de la main-d'oeuvre et de l'immigration, *Career Decisions of Canadian Youth* (Breton & MacDonald, 1967) donne lieu de réfléchir.

Ces services sont très en demande aujourd'hui, nous le savons, surtout depuis que l'on s'est rendu compte que les adultes de la vieille génération s'avéraient incapables de diriger la jeune génération sur les nouvelles routes qui s'ouvraient devant elle. On y a aussi recours pour les adolescents "problèmes": délinquants, aliénés, malades mentaux, ou encore ceux qui refusent les valeurs proposées par la société. La courriériste Ann Landers elle-même ne cesse de recommander à la jeunesse de consulter ses conseillers.

Pour répondre à ces besoins sans cesse grandissants, nous avons vu les écoles trouver une solution de compromis en déléguant le responsabilité de l'orientation à des membres du corps enseignant qui deviennent conseillers pédagogiques quelques heures par semaine. Nous avons vu les bureaux de placement, désireux d'améliorer les ressources de la main-d'oeuvre, prendre conscience de la nécessité de nos services. Nous savons aussi que les dirigeants de prisons en reconnaissent la valeur, surtout pour les groupes aux prises avec la réalité, et ils ont demandé à des fonctionnaires d'en assumer la charge.

Ce sont là des faits et pourtant nous ne nous sommes même pas encore posé la question, à savoir quelles connaissances et quelle compétence faut-il pour pouvoir remplir avec un minimum d'efficacité les fonctions du conseiller professionnel? Jamais, jusqu'à date, n'avons nous insisté sur la formation qui saurait qualifier une personne pour cette tâche.

Nous estimons qu'un conseiller doit, pour être le moins compétent, posséder maturité et jugement, avoir suivi pendant deux ans un cours d'études graduées et se voir confier pour unique emploi l'orientation sous ses divers aspects. Toute exigence moindre demeurerait insuffisante pour assurer la formation de spécialistes capables d'aider, dans notre société moderne, à prendre des décisions souvent complexes. Toute exigence moindre serait, dans ce cas, recourir aux services d'un charlatan lorsque sont requis ceux d'un médecin.

Le rapport sur l'orientation pour le choix d'une carrière présente des données réelles. Au moment même où nous admettons la nécessité d'un cours gradué de deux ans, nous trouvons compilées, pour l'année 1964, les statistiques suivantes: 67.3% des conseillers dans nos écoles secondaires n'ont ni certificat, ni diplôme (p. 164). En fait seulement 1.8% détiennent un diplôme d'orientation professionnelle et c'est là sans doute le seul groupe qui répond à l'exigence minimum du cours de deux ans. Au moment même où nous admettons la nécessité d'un emploi non partagé, nous nous rendons compte que 47.2% des conseillers consacrent moins d'une heure par semaine à ce travail et 80.9% cinq heures au moins. En tout, 3.1% seulement dévouent à l'orientation plus de trente heures par semaine (p. 163).

Ces chiffres nous révèlent le peu de chance qu'ont les étudiants de consulter un conseiller bien informé, lacune sérieuse pour une génération lancée dans un monde technique et scientifique aux multiples possibilités et pour-

tant monde aux attitudes transformées, aux valeurs modifiées. Guider jeunes garçons et jeunes filles dans la définition de leurs buts exige beaucoup plus que de simple avis basé sur une expérience dépassée.

Consentons-nous vraiment au recrutement d'un personnel non qualifié? Nous rendons-nous coupables de ne point alerter le public canadien qu'on le fait payer pour un service dont nos institutions ne peuvent encore assumer la responsabilité? Sommes-nous là à tout précipiter essayant de faire pour le mieux tant en refusant d'explicitier le prix pour les services de personnes spécialisées?

Nous n'ignorons pas ce qu'il faudrait faire: nous devrions faciliter la formation professionnelle et procurer des bourses aux étudiants. Les gens mûrs dont nous avons besoin ne sont pas ces étudiants sous-gradués, sans expérience, prêts à vivre quelques mois de plus sur une maigre allocation.

Une critique énoncée récemment par John Porter (célèbre pour son livre *The Vertical Mosaic*) ajoute à notre inquiétude. L'auteur soutient que nous, éducateurs, pédagogiques, manquons à notre devoir en ne faisant pas de nos écoles et de nos universités le centre vital d'une information si nécessaire dans un âge scientifique—les structures de notre système sont des structures du 10 ième siècle et elles ne nous permettent pas d'aborder les problèmes actuels.

Nous ne devons pas hésiter à envisager les implications que comportent deux considérations majeures:

1. Pourquoi prétendons-nous offrir des services d'orientation lorsque nous n'avons même pas un personnel qualifié?
2. Pourquoi tolérons-nous une formation insuffisante et incomplète lorsque nous en connaissons les piètres résultats?

Ne sommes-nous en effet qu'une génération conciliante, une génération ignorante des revendications des dernières années?

Voguons-nous paisiblement sur les eaux à l'heure même où la tempête gronde?